Zeitschrift: Der Kreis : eine Monatsschrift = Le Cercle : revue mensuelle

Band: 12 (1944)

Heft: 8

Artikel: Vor dem Forum der Schweiz : die Entstehung der neuen Gesetzesbestimmungen nach den Stenogrammen der Bundesversammlungen 1929 und 1931 [Fortsetzung]

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-569044

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Der Kreis EINE MONATSSCHRIFT
Le Cercle REVUE MENSUELLE

August 1944 No. 8 XII. Jahrgang / Année

Vor dem Forum der Schweiz

Die Entstehung der neuen Gesetzesbestimmungen
nach den Stenogrammen der Bundesversammlungen 1929 und 1931.

Vormittagssitzung vom 3. Dezember 1929.
Séance du matin du 3 décembre 1929.

7. Fortsetzung

Seiler, Berichterstatter der Mehrheit:

Können wir, das heißt diejenigen, welche ursprünglich weiter gehen wollten, als der jetzige Vorschlag, uns mit der Kommissionslösung einverstanden erklären? Oder kann uns diese Stellungnahme zur Gegnerschaft gegen das Gesetz veranlassen? Ich glaube nein. Man hat vom Volksempfinden gesprochen, und nicht mit Unrecht. Nur ist die Einstellung in der Schweiz keine einheitliche. Man hat auch gesagt, das Volk müsse umlernen. Und es muß tatsächlich auch in diesem Punkte wie in anderen umlernen, wenn es Tatsache ist, daß die Homosexualität in der Hauptsache eine unglückliche Veranlagung ist. Dann wird das Laster zur Krankheit, deren Heilung allen Ernstes anzustreben und deren Betätigung aus Gründen der Gemeingefahr nach Möglichkeit zu verhindern ist, nicht durch Strafe, sondern durch Eingriffe anderer Art. Jedenfalls darf keine Rede davon sein, daß die Straflosigkeit gewissermaßen als Freibrief betrachtet wird. Nach wie vor soll das gesunde Volksempfinden dagegen reagieren und sollen alle tauglichen Mittel zur möglichsten Einschränkung angewendet werden. Wir müssen und wollen den medizinischen Argumenten Rechnung tragen und das Schuldprinzip zur Anwendung bringen. Wir wollen aber auch von den Medizinern verlangen, daß sie der widerlichen Krankheit mit aller Energie auf den Leib rücken. Mit der eingeschränkten Behandlung der Frage im Strafgesetz ist das Problem nicht abgetan und gelöst. Im übrigen wollen wir uns durch das Gefühl des Unbefriedigtseins auf diesem Gebiete die Freude an dem gesamten Werke nicht verderben lassen. Es gibt wohl niemanden, der von allen Lösungen in diesem weitverzweigten Gesetz restlos erbaut wäre. Wesentlich ist die große Linie. Ob auf dem Gebiete der widernatürlichen Unzucht, die uns wohl die größten Rätsel aufgibt, die Lösung etwas strenger oder weniger streng ist, kann uns kein ausschlaggebendes Moment sein. Daß die Opfer dieser Krankheit tief unglückliche Menschen sind, muß uns milder stimmen, und diese

Wahrnehmung gibt uns auch die Hoffnung, daß eine weitere Ausbreitung nicht zu befürchten ist. Die Homosexualität widerspricht ja gottlob der gesunden menschlichen Natur.

Im übrigen wird es wohl gut sein, wenn wir in der Diskussion nicht in alle die Details eintreten, welche das Problem aufweist. Wenn ich etwas weiter ausholen mußte, so habe ich es im Interesse der Abklärung getan und auch im Hinblick auf die Rechtfertigung unserer Haltung vor einer weiteren Oeffentlichkeit...

M. Logoz, rapporteur de la majorité:

...Cela dit, examinons les questions posées par l'article 169.

Vous vous souvenez du débat auquel cet article, qui réprime la débauche contre nature, a donné lieu ici même dans la session de printemps de cette année.

Ce débat a mis aux prises, surtout:

d'une part, les partisans du système du projet du Conseil fédéral, d'après lequel la débauche contre nature n'est punissable, en principe, que si le délinquant est majeur et si la victime est une personne mineure de plus de 16 ans;

d'autre part, le porte-parole d'une minorité de la commission, qui proposait de punir la débauche contre nature, d'une façon générale, quelque soit l'âge des deux partenaires, c'est-à-dire même quand les actes incriminés sont commis entre deux individus majeurs.

En définitive, je me suis permis de proposer et le Conseil national a voté le renvoi pur et simple de l'art. 169 à la commission, pour nouvel examen du problème.

La commission, qui s'est réunie le 14 novembre dernier, a tout d'abord entendu trois psychiâtres éminents: le professeur Maier de Zurich et MM. les docteurs en médecine Forel et Repond.

L'homosexuel, nous ont dit ces experts, est un névrosé. Cette perversion est-elle très répandue chez nous? Il est naturellement difficile de donner des chiffres précis; mais, nous a dit le professeur Maier, il doit y avoir en Suisse au moins autant d'homosexuels que d'épileptiques, c'est-à-dire au moins 0,5% ou 5‰.

Beaucoup d'homosexuels, nous a-t-on dit encore, doivent être considérés comme incurables, même s'ils ont le désir de guérir. Ce n'est guère, nous a déclaré notamment le professeur Maier, qu'avec les bisexuels que certaines cures peuvent avoir du succès.

Faut-il punir l'homosexualité comme telle? En particulier, la répression pénale peut-elle avoir pour effet de réduire le nombre des homosexuels? Ce n'est, nous ont dit les experts, pas ce que prouve l'expérience. Les homosexuels ne semblent pas être plus nombreux dans les pays latins qui considèrent l'homosexualité comme un vice, mais n'en font pas un délit, que dans les pays germaniques, qui punissent la débauche contre nature.

En Valais, par exemple, le code pénal ne réprime pas l'homosexualité. Or, nous a dit le Dr. Repond, qui pratique à Monthey, elle n'y est pas spécialement fréquente et n'y a jamais donné lieu à scandale. Du reste, surtout dans ce domaine, la contrainte n'a pas grande vertu éducatrice. Ce qui donne les meilleurs résultats, c'est, à titre préventif, une bonne

hygiène morale et mentale, puis, s'il y a lieu, un traitement moral et disciplinaire des cas qui peuvent se présenter.

Au surplus, la répression pénale, si répression il y a, atteindra qui? L'homosexuel occasionnel plutôt que l'homosexuel d'habitude, qui, en général, saura prendre ses précautions pour échapper à la justice. La répression, disent nos psychiâtres, non seulement n'a pas d'effet prophylactique ou curatif, mais en outre elle risque plutôt (c'est ce que le professeur Kahl a aussi relevé à propos du projet de code pénal actuellement soumis au Reichstag allemand) de provoquer le scandale. Car punir les homosexuels, c'est, d'après certaines expériences faites, notamment en Allemagne, inciter les intéressés à se grouper, à s'organiser, à se manifester publiquement dans un but de défense et de propagande.

D'autre part, punir la débauche contre nature comme telle, c'est aussi multiplier les risques de chantage et du plus répugnant de tous les chantages. Très souvent, c'est par une dénonciation faisant suite à une tentative de chantage que la justice pénale sera informée et mise en mouvement. Et cela finit quelquefois par un suicide. Faut-il favoriser tout cela? Vous déciderez.

Cela dit en ce qui concerne la question fondamentale — celle de savoir s'il faut punir la débauche contre nature comme telle — j'ajoute cependant qu'il y a un domaine dans lequel les psychiâtres entendus par votre commission sont unanimes à admettre la nécessité d'une répression pénale:

Il faut, disent-ils, protéger la jeunesse contre le danger grave que peuvent constituer, pour elle, certaines entreprises d'homosexuels.

La séduction est ici possible comme dans le domaine des relations sexuelles normales et, nous a dit par exemple le professeur Maier, elle est dangereuse surtout avant et pendant la puberté.

Ici, le juge pénal doit donc intervenir pour protéger des jeunes gens qui, souvent, resteront normaux si l'on empêche qu'ils ne tombent sous la coupe d'un inverti.

Ces considérations ont convaincu votre commission.

Par 14 voix contre 4, elle a décidé de vous proposer en premier lieu d'admettre la répression de la débauche contre nature, en principe, seulement quand la victime est une personne mineure de plus de 16 ans — jusqu'à 16 ans, les enfants sont déjà protégés par l'art. 166 de notre projet — et quand, en outre, la victime a été séduite, quand elle a été entraînée, induite à l'acte par le délinquant.

Cette notion de la séduction n'est, en elle-même, peut-être pas très précise; elle n'est cependant pas nouvelle. Le projet l'emploie déjà ailleurs (voyez par exemple l'art. 180, chiff. 3).

D'autre part, dans l'article 169 tel que la commission vous propose de l'adopter, la notion de séduction de la victime est, je viens de le dire, précisée par une condition d'âge. Le juge pourra sans doute, sans se heurter à des difficultés pratiques insurmontables, résoudre la question de fait de savoir s'il y a eu, ou non, séduction d'un mineur de 16 à 20 ans par un homosexuel.

La commission vous propose en second lieu de modifier, en ce qui concerne l'âge du délinquant, les premiers mots de l'art. 169 proposé par le Conseil fédéral.

Le projet du Conseil fédéral punit „la personne majeure" qui aura commis

un acte contraire à la pudeur avec une personne mineure du même sexe âgée de plus de 16 ans. A ce texte, le professeur Hafter, dans un article intitulé „Homosexualité et législation pénale" (Revue pénale suisse 1929, Festgabe für Carl Stooss, pages 65/66) oppose des objections qui ne sont pas dépourvues de fondement.

Ce texte, dit M. Hafter, pourrait avoir des conséquences bizarres. Des actes homosexuels commis entre deux individus dont l'un a 18 ans et l'autre 19 ne seront pas punissables, puisqu'il faut que le délinquant soit „une personne majeure". Un an plus tard, en revanche, celui des deux partenaires qui est devenu majeur tombera sous le coup du code pénale. Mais attendez encore une année. Les deux intéressés seront alors majeurs; conséquence: l'un et l'autre échapperont à la répression, telle qu'elle est instituée par l'art. 169 du projet du Conseil fédéral."

Ceci n'est évidemment pas satisfaisant, et c'est pour parer à de telles éventualités que, adoptant une proposition de M. Hafter, votre commission vous propose de dire au début de l'art. 169:

„Celui qui aura induit une personne mineure du même sexe, âgée de plus de 16 ans, à commettre ou à subir un acte contraire à la pudeur sera puni . . ."

Ainsi, la punition sera encourue quel que soit l'âge de l'inculpé et même s'il n'est pas majeur, pourvu que, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, la victime soit un mineur de plus de 16 ans et qu'en outre, elle ait été séduite, c'est-à-dire entraînée, induite par l'inculpé à commettre ou à subir l'acte incriminé. Tout ceci en ce qui touche au 1er alinéa de l'art. 169, tel que la commission vous propose aujourd'hui de l'adopter.

Le second alinéa n'est, dans son principe, contesté par personne. Il punit — et il a raison de punir — „celui qui aura abusé de l'état de dénûment où se trouve une personne du même sexe que lui, ou de l'autorité que lui donne sur elle sa fonction, sa qualité d'employeur ou une relation analogue, pour lui faire subir ou commettre un acte contraire à la pudeur". La commission vous propose d'adopter ce deuxième alinéa, tel qu'il figure dans le projet du Conseil fédéral (chiff. 2, al. 1er).

La commission a également, par 17 voix contre 5, donc à une majorité significative, voté le maintien de l'alinéa suivant, qui vise celui qui „fera métier de commettre des actes contraires à la pudeur avec des personnes du même sexe".

C'est, notamment, de la prostitution homosexuelle masculine qu'il s'agit ici.

N'y a-t-il pas, cependant, quelque chose d'illogique à renoncer, comme le fait le projet (et comme je suis très convaincu qu'il a raison de le faire) à punir la prostitution hétérosexuelle comme telle, et, d'autre part, à réprimer la prostitution homosexuelle? Je ne le pense pas. J'approuve, pour ma part, la décision prise par votre commission. En effet, au point de vue du droit pénal et de la politique criminelle, la situation n'est pas identique dans les deux cas.

Ainsi que le professeur Maier, par exemple, l'a dit à notre commission, la déchéance morale de celui qui — non pas nécessairement parce qu'il est un inverti, mais simplement dans un but de lucre — se prostitue à des individus du même sexe, est plus profonde, plus rapide et plus dangereuse que celle de la prostituée normale, si j'ose le dire.

Le milieu des prostitués homosexuels est une pépinière d'individus prêts à

tout, sauf à mener une vie honnête. C'est un fumier dans lequel les germes criminels peuvent se développer à foison.

Faut-il donc, avant de permettre au juge pénal d'intervenir, attendre que cette récolte soit parvenue à maturité, autrement dit qu'un délit ait été commis?

Pour ma part, je dis qu'ici plus peut-être que dans beaucoup d'autres domaines, prévention vaut mieux que répression. Je pense, avec la forte majorité de la commission, qu'il y a tout à gagner à signifier aux individus dont nous sommes en train de parler, ceux qu'en langue allemande on a baptisés du nom expressif de „Strichjungen", que leur industrie n'est pas tolérée en Suisse et que s'ils tiennent à l'exercer, ils peuvent aller ailleurs.

Un dernier mot et j'aurai terminé mon rapport sur l'art. 169. Le projet du Conseil fédéral prévoit deux peines différentes, selon qu'il s'agit du délit simple prévu au chiff. 1, ou des délits du chiff. 2, qu'il considère comme des formes qualifiées de l'infraction.

Votre commission est d'avis, qu'on peut, ici encore, simplifier et faire l'économie du minimum spécial que l'art. 169 du Conseil fédéral prévoit à la fin de son chiff. 2. Il nous paraît possible de laisser au juge le soin de mesurer la peine, selon les circonstances, dans le cadre que lui tracent le minimum et le maximum généraux de la peine d'emprisonnement.

Nous vous proposons donc de prévoir purement et simplement la peine de l'emprisonnement (de 3 jours à 3 ans) pour toutes les infractions visées à l'article 169.

Grünenfelder, Berichterstatter der Minderheit: Wenn der Präsident, Herr Seiler, ausgeführt hat, daß der Gegenstand, der hier vom Gesichtspunkte des Strafrechtes aus zu behandeln sei, nicht zu denen gehöre, von denen man gerne rede, so muß ich ihm recht geben und mein Bedauern darüber aussprechen, daß mir nun schon zu wiederholten Malen die Ehre zuteil geworden ist, die Auffassung unserer Gruppe in der Kommission in diesem Punkte zu vertreten. Wir stellen Ihnen den Antrag, im ersten Satz von Art. 169 das „unmündig" zu streichen und infolgedessen einfach zu sagen: „Wer eine Person des gleichen Geschlechts im Alter von mehr als 16 Jahren ... verführt." Wir wollen also, daß die Verführung unter Strafe gestellt werde, auch wenn sie nicht nur an Leuten von 16 bis 20 Jahren vollzogen wurde; wir sind der Meinung, das sei absolut notwendig; denn Verführung komme auch bei Leuten vor, die zufällig mehr als höchstens 20 Jahre alt sind.

Welche Entwicklung nahm bis jetzt der Entwurf in bezug auf diese Frage? Der bundesrätliche Entschluß hatte vorgesehen, daß die mit einer unmündigen Person vorgenommenen unzüchtigen Handlungen bestraft werden sollen, also jede unzüchtige Handlung; der Entwurf spricht nicht von Verführung; die Verführung ist nicht das Tatbestandsmoment, die Voraussetzung der Strafbarkeit. Den gleichen Antrag wie der Bundesrat hatte auch die Kommission im Art. 169 gestellt, und hier im Rate hatten wir, die Minderheit, uns bei der ersten Beratung auf den gleichen prinzipiellen Standpunkt gestellt, nur mit dem Unterschied, daß das Wort „unmündig" gestrichen werden solle. Die Diskussion hat dann dazu geführt, den ganzen Artikel an die Kommission zurückzuweisen.

Inzwischen ist nun der Vorschlag des Herrn Prof. Hafter eingebracht worden, der die ganze Materie — ich darf vielleicht sagen — von einem etwas einseitigen Gesichtspunkt aus betrachtet, vom Gesichtspunkte der Homosexualität aus. Dieser Anschauungsweise folgte dann auch die Diskussion, und zwar hier im Rat und in der Kommission; man behandelte den ganzen Art. 169, nach meiner Auffassung unrichtigerweise, als den Artikel, unter den nur die Homosexualität fallen würde, während die Erfahrungen von Gerichtsbehörden und Strafuntersuchungsbehörden — wenn eine Statistik bestünde — zeigen würden, daß eine große Zahl von Unzuchtdelikten zwischen gleichgeschlechtlichen Personen geschehen, die niemals auf anormaler Veranlagung zu Homosexualität zurückzuführen sind. Infolgedessen ist der Aufbau des Artikels zu einseitig ausgefallen; man berücksichtigte lediglich den medizinischen Gesichtspunkt und fragte: Ist der „Anormale" so anormal, daß man ihn bestrafen darf, weil er sich einfach nicht zu beherrschen vermag, und weil man ihm diese Kraft einfach nicht zumuten darf? Infolgedessen ist man dann zum Schluß gekommen: er darf nur bestraft werden, wenn er zur Verführung übergeht. Man hat aber auch die Verführung auf Minderjährige beschränkt, auf Leute vom 16. bis 20. Altersjahr. Das ist, ich betone das, ein einseitiger und unrichtiger Ausgangspunkt, weil nach meiner festen Ueberzeugung, die sich auf Einblick ins Strafverfahren stützt, nicht Homosexualität allein die Ursache unzüchtiger Handlungen zwischen Personen gleichen Geschlechtes ist; in der Mehrzahl der Fälle ist Ursache der moralische Niedergang, die moralische Schädigung, die der Täter gewöhnlich schon in der Gesellschaft, in der er lebt, erfahren hat. Man kann ihn darum nicht einfach als anormal ansprechen.

In bezug auf die Homosexualität, um das auch noch zu berühren, hat der Herr Präsident ausgeführt, es sei von den Herren Experten gesagt worden, Heilbarkeit bestehe nur in sehr wenigen Fällen. Meine Herren, genauer gesagt, hat Herr Prof. Maier, der vor unserer Kommission erschienen war, auf die Frage von Herrn Bundesrat Häberlin: Wie weit ist Homosexualität heilbar? erklärt: Ein großer Prozentsatz der Homosexuellen muß jedoch als unheilbar bezeichnet werden. Das ist immerhin noch etwas anderes, als was vorhin gesagt worden ist: „sehr wenige Fälle seien heilbar"! Man hat die Homosexuellen auch damit entschuldigen wollen, daß man erklärte, man könne ihnen die Enthaltsamkeit nicht zumuten. Auf eine Frage von Bundesrat Häberlin in der Kommission lautete die Antwort des Zürcher Psychiaters Maier: Zur Frage der Enthaltung ist zu sagen, daß der Trieb vieler Homosexueller auch anormal stark ist, so daß er kaum gehemmt werden kann. Es gibt aber auch normale Menschen, bei denen dieses „kaum" auch vorhanden wäre, und dennoch verlangen wir von ihnen Enthaltsamkeit. Aber aus diesem „kaum" und aus dem „großen Prozentsatz" der unheilbaren Homosexuellen zieht man unrichtigerweise den Schluß: man darf die Handlung an sich überhaupt nicht als strafbar erklären! Ein verkehrter Standpunkt, der viel zu weit geht, eben weil er auf einer einseitigen Basis beruht.

Der Antrag des Herrn Prof. Hafter, dem sich die Kommission mit großer Mehrheit angeschlossen hat, beschränkt sich nun also darauf, nur die Verführung zu unzüchtigen Handlungen zwischen Personen gleichen Geschlechtes für strafbar zu erklären, und nur die Verführung von unmündigen

Personen. Das heißt rückwärts marschieren gegenüber dem Vorschlag des Bundesrates; ein Rückwärtsmarschieren gegenüber dem früheren Antrag der Kommission, und ein Rückwärtsmarschieren, das Bedenken erregen muß, um so mehr, als von den Gegnern auch dieser einschränkenden Fassung und der Strafbarkeit unzüchtiger Handlungen unter Personen gleichen Geschlechts überhaupt, geltend gemacht worden ist, es werde schwer halten, die Verführung jeweilen nachzuweisen, und der Begriff der Verführung sei ohnehin etwas Unklares und etwas nicht genau Umschriebenes. Es ist aber mit einigem Recht darauf hingewiesen worden, daß nicht nur auf diesem Gebiet, sondern auch auf anderen, Verführungshandlungen vorkommen, die der Richter feststellen und beurteilen muß; darum wird letzteres auch hier möglich sein. Wenn wir nun aber auch in der Minderheit der Kommission so weit, wie der Vorschlag Hafter, zurückgehen, so hat das seinen Grund lediglich darin, daß wir in der Kommission sowohl als auch hier im Rate keine Aussicht gesehen haben, die Begehung unzüchtiger Handlungen zwischen Personen gleichen Geschlechts untereinander schlechthin, also auch wenn Verführung nicht vorliegt, grundsätzlich unter Strafandrohung zu bringen. Aber dann müssen wir um so mehr verlangen, daß man anerkennt, daß es nicht nur im Alter von 16 bis 20 Jahren Verführte gibt, sondern auch nach dem 20. Altersjahre noch.

Das ist die Differenz, die wir hier zum Gegenstand eines Antrages machen, eines Antrages, den wir in der Kommission als das Minimum dessen bezeichnet haben, was wir in diesem Punkte verlangen müssen. Ich darf auch gleich beifügen, daß kein geringerer als Herr Bundesrat Häberlin und weiter kein geringerer als der Herr Präsident unserer Kommission, Herr Seiler, den Antrag gestellt hatten, das „unmündig" zu streichen.

Sie sind unterlegen auf eine Schlußbemerkung von Prof. Hafter hin: dessen Ansicht war entscheidend, auch bei Mitgliedern, die sich vorher anders ausgesprochen hatten.

(Fortsetzung folgt)

American Style

Eine Kurzgeschichte von Granand

Aus dem „Erotischen Komödiengärtlein"

(Fortsetzung und Schluß)

Nach Tisch geht man in die Oper. Donizetti: Der Liebestrank. Mr. C. H. Bronklin hatte bisher in seinem Leben noch keine Zeit, in die Oper zu gehen.

Nach dem ersten Akt meint er zwar noch: Es ist unnatürlich, daß man eine Handlung singt, das kommt im Leben nicht vor!

Und Franz erläutert: Es ist ein ins Künstlerische, eben in die Musik übersetzter Dialog, dessen Wahrheit nicht in der äußeren Form, sondern in der inneren Ausdruckskraft von Melodie und Rhythmus liegt. Aber das Thema dieser Unterhaltung ist zu hoch gegriffen, als daß man sich bei der gegenseitigen Sprachverschiedenheit verständigen könnte.